

# Dysfonctionnements en cœur de ville : des solutions proposées par les habitants et élus

Ce vendredi, lors de l'assemblée générale 2019, les membres de l'Union des habitants du centre-ville (UHCV) et les citoyens présents ont évoqué leurs inquiétudes concernant des « dysfonctionnements » qu'ils constatent « un peu plus chaque jour ». Ensemble, ils ont donc choisi de repenser leur lieu de vie autour de trois thématiques qui pourraient à leurs yeux « tout changer » (la tranquillité, la circulation et l'attractivité). Une rencontre entre citoyens et élus, mais aussi un échange de points de vue et d'idées pour « redonner vie au cœur de ville ».

Marine SEKKAT

## 1. Œuvrer pour la tranquillité

Le centre-ville doit rimer pour les Grenoblois avec « la sociabilité et le vivre ensemble autour d'activités professionnelles, mais aussi culturelles ». Pourtant, Marc Resche, membre de l'Union des habitants du centre-ville, est revenu sur la nécessité d'appliquer « un équilibre entre la prolifération des bars en cœur de ville et la liberté de ceux et celles qui veulent partager un moment de convivialité ». Lutter contre les nuisances sonores et l'incivilité semble être également « une priorité » pour les habitants. Pourtant, selon le maire Éric Piolle, « l'augmentation des bistrots en ville ne serait pas significa-

tive. Une étude a démontré une tendance croissante de seulement 1,15 % entre 2015 et 2017 (ce qui représente une dizaine de bars). »

Néanmoins, les résidents ne s'y retrouvent plus. « Occupation du domaine public à tous les vents, soirées à ne plus finir et de plus en plus de jeunes alcoolisés », se plaint l'assemblée. La seule alternative pour eux : « Ne plus autoriser l'ouverture de terrasses supplémentaires. » Un chapitre compliqué à résoudre pour les élus qui doivent « nécessairement respecter le contrôle de proportionnalité entre le trouble identifié et l'interdiction portée », rappelle Éli-

Martin, première adjointe en charge de la tranquillité publique. La municipalité plaide alors pour « la mise en place de services de nuit supplémentaires dédiés exclusivement au centre (12 policiers municipaux contre 9 auparavant) ». Mais l'argument ne suffit pas : « On ne vit pas dans la même ville, j'envisage même de déménager », scanne une habitante. Mais pour Éric Piolle, la sauvegarde de la tranquillité demeure « une responsabilité partagée. Les résidents du cœur de ville ont la possibilité d'établir des règlements de copropriété interdisant l'établissement de bars au pied de leurs immeubles. »

## 2. Circuler sereinement en tant que piéton

Vélos, scooters et même parfois automobiles pénètrent dans les rues du centre-ville. Un problème pour l'ensemble des habitants qui y voient une sorte de « trouble à l'harmonie des lieux ». Afin de mettre en lumière les désagréments les plus manifestes, Georges, un habitant du cœur de la capitale des Alpes, a parcouru les ruelles à la recherche des obstacles piétons présents. « Il faudrait définir ce qu'est véritablement une rue piétonne, parce que les cyclistes semblent l'ignorer », dénonce alors ce prospecteur. « Obliger les deux-roues à poser un pied à terre lorsqu'ils entrent dans les zones réservées aux piétons » semble apparaître comme l'une des solutions absolues face à cette nouvelle problématique pour les résidents. « La priorité aux piétons ! », réclame alors l'assemblée présente, face aux élus qui, à l'issue du projet « Cœur de ville, cœur de métropole », ont conçu des axes Chronovélo en périphérie du centre (franchissant,

entre autres, un passage piéton devant le lycée Champollion, rue Lesdiguières).

Autre équivoque, des feux piétons à trop courte durée qui ne « laissent pas le temps aux personnes âgées ou aux personnes handicapées de traverser les rues », continue Georges. Un problème constaté notamment à l'intersection entre l'avenue Félix-Viallet et le cours Gambetta. « Un système de temporisation avec un minuteur à la fois pour les piétons et les voitures serait un début de réponse », insiste l'habitant. Pour Jacques Wiart, conseiller délégué aux déplacements et à la logistique urbaine à la Ville de Grenoble, « le piéton est prioritaire, même face aux vélos, dans l'espace public. La Ville a donc mis en place, au-delà de la sensibilisation contre les cycles sur les trottoirs, un système de verbalisation depuis 2017. À ce jour, plus de 180 procès-verbaux ont été enregistrés par la mairie. » « Une goutte d'eau », pour les habitants.





Pour les habitants du centre-ville, « les travaux réduisent considérablement l'attractivité du quartier ». Photo Archives Le DL/Etienne BOUY

### 3. Rendre plus attractives les rues de Grenoble

Les travaux entrepris du boulevard Agutte-Sembat au cours Berriat en passant par la place Victor-Hugo causent de « profonds désagréments aux commerçants ». Une perte d'attractivité que les membres de l'Union des habitants du centre-ville (UHCV) « ne tolèrent plus ». « Les travaux ont coupé l'usager du centre-ville », dénoncent-ils.

La fréquentation décroissante des visiteurs serait due également, pour les résidents, « à la réduction des places de parking et à l'augmentation des tarifs de stationnement ». Une opinion que Jacques Wiart, délégué aux déplacements et à la logistique urbaine, ne soutient pas : « Les

parkings d'ouvrage ont coûté plus de onze millions d'euros à la Ville, il est important, aujourd'hui, de pousser les citoyens à les fréquenter. » L'incompréhension gagne alors les résidents qui proposent « tout simplement l'instauration d'un stationnement gratuit d'au moins deux heures pour toute personne qui consommerait en cœur de ville. »

« Je ne reconnais plus ma ville, ce n'est pas "le Grenoble" dans lequel j'ai grandi. Il faudrait tout repenser », déclare une habitante. « Repenser Grenoble, c'est ce que nous faisons actuellement », s'agacent les élus présents à l'assemblée générale de l'UHCV.

#### LA PHRASE

« De nombreuses délégations admirent Grenoble pour son charme "à la française" et ses paysages alpins. Elles sont bien loin de l'idée que notre centre-ville puisse être menacé. »



Claus Habfast, conseiller municipal. Photo Archives Le DL/Christophe AGOSTINIS

#### LE CHIFFRE

# 802

C'est le nombre de contrôles effectués par la police municipale au sein des bistrots en matière de perturbation sonore et de respect de la voie publique, durant l'année 2018. Soit 38,3 % de plus par rapport à 2017 (580 contrôles cette année-là).